

Retraite, le gouvernement nous provoque, organisons la résistance !

La Commission Exécutive élargie de l'UD FO 91 réunie le 9 janvier 2023 fait le constat alarmant de la volonté du gouvernement et du Président de la République de mettre à terre notre protection sociale et d'augmenter le dumping social par tous les moyens pour diminuer le coût du travail.

Sous couvert de réforme pour prétendument améliorer l'existant, le gouvernement à coup de 49-3 siphonne les comptes de la Sécurité Sociale pour mieux détourner les fonds au bénéfice des caisses de l'Etat. La Sécurité Sociale n'est pas un impôt, c'est notre salaire différé.

Nous ne les laisserons pas tout détruire, nous nous tenons prêts à nous mobiliser !

AU TRAVAIL A LA PLACE DE L'ECOLE...

Le Gouvernement augmente la durée des stages en entreprises et l'alternance des élèves des lycées pro en diminuant l'enseignement général, comme c'est déjà le cas dans les CFA. Ces élèves deviennent une main d'œuvre à bas coût qui viendront en concurrence directe avec les travailleurs déjà en place. Combien d'emplois statutaires ou CDI seront supprimés dans cette affaire ?

POUR ASSURER LE PLEIN EMPLOI DANS LES STATISTIQUES, ON VIRE LES CHOMEURS DE POLE EMPLOI...

Le Gouvernement par sa contre-réforme de l'assurance chômage a diminué le niveau et la durée de prise en charge. Après avoir été virés de leur emploi, ils seront virés de pôle emploi. Ils seront poussés vers le RSA.

LE TRAVAIL OBLIGATOIRE EN CONTREPARTIE DU RSA

Le Gouvernement, suite à la promesse du Candidat Macron, avec l'aide de Présidents de Départements, veut mettre les allocataires du RSA au travail (obligatoire). Ces allocataires seraient donc mis en concurrence avec les travailleurs en place, ceux qui bénéficient d'un vrai statut ou d'un CDI ouvrant des droits aux conventions collectives.

MEME VIEUX ET FATIGUES, ON PEUT TOUJOURS ETRE RENTABLE POUR LES CAISSES DE L'ÉTAT.

Le Gouvernement et le Président de la République, dès le début de la concertation sur les retraites, veulent augmenter l'âge de départ à la retraite et la durée de cotisations pour une retraite à taux plein.



Alors que 4 nouveaux retraités sur 10 n'occupaient pas d'emploi avant l'âge de départ à la retraite actuelle.

Sans oublier que plus l'âge avance, plus les accidents du travail augmentent. Ce qui ouvre des perspectives d'errances entre les arrêts et les invalidités pour atteindre l'âge de la retraite (en mauvaise santé).

Alors qu'un quart des travailleurs les plus fragiles ne vivent pas au-delà de 62 ans.

Pour ceux qui ont encore la santé et qui n'auront pas de retraite à taux plein, ils continueront à travailler ou chercheront un travail dans le cadre du cumul emploi retraite, jusqu'à l'épuisement final. C'est la retraite des morts.

Alors que 68% des Français sont pour la retraite à 60 ans

Le Gouvernement organise la paupérisation et oppose les générations entre-elles pour casser la solidarité en particulier celle qui existe à travers la protection sociale.

Pourtant il existe des sources de financement : l'augmentation des salaires (entre autres l'indexation des salaires sur les prix), l'égalité professionnelle, l'arrêt des exonérations des cotisations sociales, suppression du CICE, la réindustrialisation, la hausse des cotisations sociales... etc...

La Commission Exécutive est opposée à cette casse sociale et revendique l'amélioration des conditions de travail, du progrès social, pour :

L'école gratuite et obligatoire

Un vrai travail pour un vrai salaire

L'indexation des salaires sur les prix

Le maintien de tous les régimes de retraite

La retraite à 60 ans avec 37,5 annuités et à taux plein

Pour toutes ces raisons, la Commission exécutive appelle tous les militants FO en Essonne à organiser la mobilisation inévitable, avec leurs collègues de travail. La CE décide de prendre contact avec l'ensemble des organisations syndicales du département pour organiser la résistance et mettre en échec les manœuvres du Gouvernement et du Président de la République.

Votée à l'unanimité